



Le stigmatisme et la discrimination alimentent l'épidémie du VIH/sida au Canada

Ottawa, 26 janvier 2005 – La réduction du stigmatisme et de la discrimination liés au VIH/sida est primordiale pour contrer les pires effets de l'épidémie au Canada, a affirmé aujourd'hui le Réseau juridique canadien VIH/sida à l'occasion du lancement national de son *Plan pour le Canada afin de réduire le stigmatisme et la discrimination liés au VIH/sida*.

« Les gouvernements fédéral et provinciaux, au Canada, ont une obligation légale d'assurer le respect des droits des personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables au VIH, a souligné Glenn Betteridge, analyste principal des politiques au Réseau juridique. Tout échec à remplir cette obligation contribue à ce que le stigmatisme et la discrimination liés au VIH/sida continuent d'exacerber l'impact de l'épidémie au Canada. »

La campagne nationale pour la mise en œuvre de ce Plan d'action comprend un rapport de 160 pages, un livret facile à lire et une carte postale exhortant le premier ministre Paul Martin à appliquer le Plan. Les 18 buts énoncés dans le Plan (et accompagnés d'actions concrètes) incluent :

- Accroître la participation des personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables au VIH à toutes les étapes de la planification et de la fourniture des programmes et services liés au VIH/sida;
- Investir d'importantes ressources dans la modification des attitudes publiques à l'égard du VIH/sida et rehausser l'implication des médias de masse;
- S'assurer que les services essentiels de soutien aux personnes vivant avec le VIH/sida sont adéquatement financés et ciblés;
- Rehausser la sensibilisation aux droits de la personne et aux mécanismes de redressement en cas de violation.

Le Plan a été élaboré par le biais de recherches ainsi que d'une démarche de consultation auprès de personnes qui vivent avec le VIH/sida ou qui y sont vulnérables, aux quatre coins du pays.

En dépit des progrès de la science du VIH et de la lutte contre l'épidémie, des personnes qui vivent avec le VIH/sida continuent de se heurter quotidiennement à la stigmatisation et la discrimination. Cela les exclut du marché du travail, voire de la société. La stigmatisation et la discrimination empêchent aussi ces personnes d'obtenir les soins et services dont elles ont besoin pour demeurer en santé. Ces phénomènes sont enracinés dans des perceptions erronées et un manque d'information, parmi le public – d'autres problèmes auxquels il faut s'attaquer.

Les personnes qui vivent avec le VIH/sida ne sont pas les seules à être affectées par la stigmatisation et la discrimination. Certaines populations associées au VIH/sida dans l'esprit du public, comme les utilisateurs de drogue par injection, les hommes gais, les travailleurs sexuels et les personnes originaires de pays où le VIH/sida est endémique, en sont aussi la cible. La stigmatisation et la discrimination empêchent des gens de se protéger contre l'infection à VIH; et elles les découragent de demander un test du VIH.

Les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux doivent veiller à respecter leurs obligations en vertu des lois sur les droits de la personne. Le Plan d'action propose des actions modèles à entreprendre à cette fin.

Le Plan d'action est téléchargeable via www.aidslaw.ca et peut être commandé en imprimé auprès du Centre canadien d'information sur le VIH/sida à aidssida@cpha.ca ou au 1-877-999-7740.

Le Plan pour le Canada afin de réduire le stigmate et la discrimination liés au VIH/sida a reçu l'appui officiel de la Société canadienne du sida, de l'Association canadienne des infirmières et infirmiers en sidologie, du Centre canadien d'information sur le VIH/sida, du Congrès du travail du Canada, de la Coalition Santé Arc-en-ciel Canada, de l'Église unie du Canada, et du Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale.

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) est un organisme non gouvernemental national voué à la promotion de lois et politiques qui respectent et protègent les droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables.

UN PLAN POUR LE CANADA AFIN DE RÉDUIRE LE STIGMATE ET LA DISCRIMINATION LIÉS AU VIH/SIDA

NOTES DE DISCOURS

**Conférence de presse : le mercredi 26 janvier 2005, 10 h 30
Salle de presse Charles Lynch, Chambre des communes, Ottawa**

Glenn Betteridge

Analyste principal des politiques, Réseau juridique canadien VIH/sida

Bonjour et bienvenue à la conférence de presse du Réseau juridique canadien VIH/sida. Aujourd'hui, à Ottawa et dans six villes canadiennes, nous rendons public notre rapport intitulé *Un plan pour le Canada afin de réduire le stigmate et la discrimination liés au VIH/sida*. Nous donnons aussi le coup d'envoi à une campagne qui invite les Canadiennes et Canadiens à « faire partie de la solution » au problème que sont le stigmate et la discrimination liés au VIH/sida.

Je m'appelle Glenn Betteridge et je suis analyste principal des politiques au Réseau juridique. Je prendrai d'abord la parole, suivi de trois personnes qui ont une expérience directe du stigmate et de la discrimination liés au VIH/sida. Elles tirent cette expérience de leur appartenance à des communautés de personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables au VIH, et de leur travail comme militantes dans la lutte contre le VIH/sida au Canada : Janice Dayle, Alex McLelland et Darlene Palmer. Vous trouverez leurs notes biographiques dans votre trousse médiatique. L'ensemble de nos exposés durera environ 15 minutes et sera suivi d'une période de questions.

Le stigmate et la discrimination, catalysés par l'ignorance et le manque de compréhension et d'empathie, alimentent l'épidémie de VIH au Canada. Une récente enquête des Associés de recherche EKOS a révélé que 40% des Canadiens seraient seulement modérément à l'aise de côtoyer une personne vivant avec le VIH/sida. Et 10% jugent que les personnes qui ont contracté le VIH par des rapports sexuels ou par l'usage de drogue « ont eu ce qu'elles méritent ». Les taux d'infection à VIH parmi les utilisateurs de drogue du Downtown Eastside de Vancouver sont aussi élevés que dans certains des pays les plus durement touchés de l'Afrique subsaharienne. La moitié des élèves de 11^e année des écoles secondaires du Canada croit, à tort, qu'il existe un vaccin pour prévenir l'infection à VIH.

La science du VIH est à présent plus évoluée que jamais. Nous savons comment prévenir et traiter l'infection à VIH. Pourtant, des personnes qui vivent avec le VIH/sida continuent de se heurter à la stigmatisation et la discrimination dans tous les aspects de leur vie quotidienne. Et 4 200 autres Canadiens contractent le VIH chaque année. Le stigmate et la discrimination continuent d'alimenter l'épidémie et d'aggraver ses impacts négatifs.

Les personnes qui vivent avec le VIH/sida se heurtent à la stigmatisation et la discrimination dans leurs communautés, mais aussi de l'extérieur. Cela les exclut du marché du travail, voire de la

société, et les empêche d'obtenir les soins et services dont elles ont besoin pour demeurer en santé.

Les personnes qui vivent avec le VIH/sida ne sont pas les seules à être affectées par la stigmatisation et la discrimination. Des populations qui étaient historiquement la cible de stigmatisation et de discrimination sont associées au VIH/sida dans l'esprit du public – par exemple, les utilisateurs de drogue par injection, les hommes gais, les autochtones et les immigrants. Ces préjugés entravent les efforts d'éducation et de prévention du VIH. Ils dissuadent aussi des individus de demander un test du VIH.

Il ne sera pas facile de réduire la stigmatisation et la discrimination liées au VIH/sida. Le Réseau juridique canadien VIH/sida a consulté des gens de partout au Canada pour élaborer *Un plan pour le Canada afin de réduire le stigmatisation et la discrimination liés au VIH/sida*. Nous avons écouté des hommes et des femmes qui vivent avec le VIH/sida, des personnes qui s'injectent des drogues, des jeunes séropositifs, des personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles et transgenre, des autochtones et des individus d'autres communautés ethnoculturelles.

Le plan d'action aborde 18 buts. Chacun est accompagné d'actions concrètes qui devraient être entreprises afin de réduire le stigmatisation et la discrimination liés au VIH/sida. En vertu des lois internationales sur les droits de la personne, réduire le stigmatisation et la discrimination liés au VIH/sida est principalement une responsabilité des gouvernements. Un engagement gouvernemental est requis, d'une manière ou d'une autre, pour réaliser chacun des 18 buts énoncés ainsi que leurs actions respectives.

Aujourd'hui, nous exhortons le premier ministre Martin, et tous les élus et autres dirigeants gouvernementaux, à « faire partie de la solution ». Pour certaines actions du Plan, le rôle principal appartient au gouvernement; pour d'autres actions, on recommande l'octroi de fonds gouvernementaux à des organismes chargés du travail. Les gouvernements devraient s'efforcer de fournir des ressources aux organismes et regroupements d'individus qui sont sur la ligne de front, dans la lutte contre le stigmatisation et la discrimination liés au VIH/sida.

Cette recommandation fait écho au premier but – le plus important – du Plan d'action, qui réclame la participation des personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables au VIH à tous les aspects de la réponse au stigmatisation et à la discrimination liés au VIH/sida. Je vous offre maintenant l'occasion d'écouter les témoignages de trois personnes impliquées dans la lutte contre la stigmatisation et la discrimination. Tous devraient y prêter une oreille attentive – ce sont la santé et le bien-être de milliers de Canadiennes et Canadiens qui sont en jeu.

Janice Dayle

Je m'appelle Janice Dayle. Je suis mère, grand-mère et militante – pour la lutte universelle contre le VIH/sida, en général, mais aussi pour l'élimination du stigmatisation et de la discrimination liés au VIH/sida, en particulier. Je considère que ces problèmes sont les plus destructeurs, douloureux et accablants pour les personnes qui vivent avec le VIH/sida, leurs proches affectés et toute la société civile. De fait, comme l'indique le Plan d'action du Réseau juridique, la propagation rapide du VIH/sida est directement attribuable au stigmatisation et à la discrimination qui y sont liés. Le stigmatisation (et la discrimination qui s'ensuit) entraîne le silence, qui favorise à son tour la

propagation du VIH. Les gens ont peur de demander un test du VIH; et la maladie gagne sournoisement du terrain.

Une semaine avant la mort de mon époux, en 1994, j'ai appris qu'il était séropositif et que l'infection avait évolué au stade du sida. Devant la consternation et le bouleversement de sa famille, à l'annonce de ce secret si bien gardé, il a expliqué : « Je ne vous l'ai jamais dit parce que je ne voulais pas être rejeté... ». Après le choc initial, j'ai tout à fait compris l'étrange raisonnement qu'il avait eu. J'ai appris que j'avais le VIH et j'ai dû composer avec la misère et l'ostracisme qu'il avait tant craints. Les gifles, le rejet et la haine sont venus des sources les plus inattendues.

Étrangement, le premier auteur de ce qui allait être une interminable série d'actes de mauvais traitements fut le premier médecin, hautement qualifié, que j'ai consulté. Sa conduite et son attitude étaient inacceptables et blessantes. Des infirmières ont emboîté le pas – me parlant avec condescendance comme si j'étais ignorante – et même des professionnels embauchés par des agences gouvernementales canadiennes pour fournir du soutien psychosocial aux personnes vivant avec le VIH/sida (PVVIH/sida). Je me suis vite tournée vers des organismes de lutte contre le VIH/sida (OLS), où j'ai aussi subi de l'irrespect et de la discrimination directe... certains intervenants n'ont simplement pas les qualifications nécessaires et manquent inconsciemment de respect envers les PVVIH/sida. Comme on le signale dans le Plan d'action, les OLS ont besoin d'un financement adéquat pour embaucher des professionnels et leur fournir une formation.

La discrimination vient de partout. Des membres de ma famille m'ont rejetée, même jusqu'à ce jour. J'ai une petite-fille que je ne vois plus. Après avoir divulgué publiquement ma séropositivité, ma belle-fille m'a téléphoné et m'a dit : « Janice, tu ne verras plus ta petite-fille, parce que je crains pour sa vie et pour la mienne ». Le plus terrible, dans tout cela, c'est que cette jeune femme étudie pour devenir infirmière, ici au Canada.

Les réactions négatives de mon propriétaire et des concierges de mon immeuble ont été, et demeurent, décourageantes... Je vis dans un logement dont le réfrigérateur est défectueux depuis 5 mois. Depuis que j'ai divulgué ma séropositivité, je vis ce genre d'injustice, et pire encore, de la part de mes concierges d'immeuble.

Comme on l'affirme dans le Plan d'action, l'échec du gouvernement du Canada à faire connaître les lois et politiques contre la discrimination liée au VIH/sida ne fera qu'aggraver la discrimination et la piètre qualité de vie des PVVIH/sida. Il est déjà assez difficile de composer avec des effets indésirables débilitants, comme d'autres personnes ayant des affections chroniques (par exemple le cancer ou le diabète); les inquiétudes psychologiques additionnelles sont définitivement de trop.

Dans mon quartier, on m'a incitée à ne pas fréquenter un certain restaurant dont les propriétaires avaient peur de toucher mon argent et que j'utilise leur toilette. À mon école, où l'on encourageait le travail en équipe, j'ai été rejetée par des pairs de ma faculté qui, soit dit en passant, aspirent à devenir enseignants. De plus, j'ai noté un ton discriminatoire dans la littérature de certains de mes cours universitaires.

Le Plan d'action évoque le fait que le stigmate se répand parmi les communautés culturelles, au Canada. Pour plusieurs PVVIH/sida d'origines ethniques variées et d'autres minorités (comme les femmes anglophones du Québec), la discrimination liée au VIH/sida est exacerbée par des facteurs doubles ou triples. J'ai été insultée par un ministre religieux noir qui animait une séance où j'avais fait un témoignage. Et depuis que j'ai révélé ma séropositivité, on ne m'invite plus à animer des spectacles de musique populaire parmi la communauté noire, au Québec, comme on le faisait auparavant.

On m'a congédiée peu de temps après m'avoir accordé une augmentation de salaire et une promotion – je m'étais exprimée dans les médias à propos de la nécessité de lever le voile sur cette maladie, affirmant par le fait même ma séropositivité. Le problème, c'est que je venais tout juste de devenir admissible à l'assurance collective de cette petite entreprise. On ne semblait pas intéressé à porter le fardeau d'une employée séropositive dans le régime collectif d'assurance.

Comme l'indique le Plan d'action, les PVVIH/sida devraient être en mesure de divulguer leur séropositivité sans conséquences négatives. Sinon, nous sommes incapables de nous prévaloir des services et autres privilèges offerts aux personnes handicapées, au Canada. Mais qui veut s'affirmer dans un contexte où des fonctionnaires du gouvernement manquent de formation et de sensibilité aux problèmes des PVVIH/sida? J'ai eu de terribles expériences aux bureaux de l'aide sociale et de l'aide financière aux études du Québec. Leur compréhension minimale de l'urgence de ma situation m'a conduite à la dépression et à l'omission de doses vitales de mes médicaments.

Comme on le signale dans le Plan d'action, « [l]orsque des personnes vivant avec le VIH/sida ne bénéficient pas de soins médicaux et de traitements, d'une alimentation, d'un logement et d'un revenu adéquats, elles sont plus vulnérables à une piètre santé, à la maladie et à la mort ».

Mes enfants ont perdu des amis et sont parfois visés injustement par des administrateurs scolaires; ma fille fait des dépressions à répétition, qui l'ont même menée à être hospitalisée dans l'aile réservée aux personnes souffrant de maladie mentale. Des gens disent du mal de moi et c'est souvent trop pour elle.

Motivée par un désir de justice et inspirée par certaines de ces réactions odieuses à ma séropositivité, de même que par les expériences de PVVIH/sida que je côtoie, je me suis donnée pour mission de mettre au jour ces atrocités, tout en cherchant à remédier à ces situations qui changent nos vies, par l'éducation et la lutte à la désinformation qui est largement répandue. Le Plan d'action publié aujourd'hui est un outil vital à ces efforts.

Quelle est donc la source de cette désinformation? Où les Canadiens et le reste du monde ont-ils appris à entretenir un tel dédain à l'égard des PVVIH/sida? Ces attitudes découlent inmanquablement de perceptions véhiculées dans la société par divers médias.

Les médias influencent notre perception de tous les enjeux. À notre détriment, les médias de masse qui ont soif de profit et d'histoires unidimensionnelles négligent souvent le thème du VIH/sida, qui devrait revenir constamment – du moins jusqu'à ce que les taux d'infection et de décès commencent à décliner et deviennent éventuellement nuls. De façon générale, la couverture médiatique du VIH/sida est souvent insultante, n'offrant que des reportages superficiels qui

tendent à perpétuer une image négative des PVVIH/sida. On est réticent à dépasser la rhétorique et le sensationnalisme, pour utiliser efficacement les médias et provoquer des changements sociaux positifs, dans le contexte du VIH/sida.

La dissémination d'information claire, exacte et régulière sur le VIH/sida est un mécanisme essentiel qui dépend largement de la perception des responsables médiatiques. On le signale dans le Plan d'action : c'est un moyen crucial pour briser le cycle du stigmatisme et de la discrimination. Les médias ont un accès direct à des milliards d'esprits; ils peuvent, et devraient, influencer positivement leurs consommateurs.

Les idées erronées ou insultantes qui alimentent le stigmatisme sont le principal défi que rencontrent les PVVIH/sida dans leur quête d'une vie normale, même de nos jours. Il est important de lire attentivement le Plan d'action et de comprendre que tout le monde est vulnérable au VIH/sida, pour arriver à une couverture médiatique juste et bénéfique plutôt que néfaste. Des choses simples, comme la terminologie, sont importantes. Nous ne sommes pas des « victimes » ou des « orphelins » du sida. Nous sommes des personnes qui vivent avec le VIH/sida ou des enfants devenus orphelins à cause du sida. Nous avons besoin de votre aide, pour détruire le stigmatisme que les médias contribuent rarement à atténuer.

Alex McClelland

Positive Youth Outreach, AIDS Committee of Toronto

Je remercie d'abord le Réseau juridique canadien VIH/sida d'être un chef de file dans la lutte continue contre le VIH/sida, au Canada et dans le monde. Le *Plan pour le Canada afin de réduire le stigmatisme et la discrimination liés au VIH/sida* est un puissant appel à l'action. Le stigmatisme et la discrimination liés au VIH/sida aggravent l'épidémie. L'ignorance engendre un climat malsain qui nourrit la désinformation et la peur.

Les personnes qui vivent avec le VIH/sida se heurtent quotidiennement à la stigmatisation et la discrimination. Plusieurs sont rejetées par des membres de leurs familles et des amis – les principaux systèmes de soutien qui nous aident à lutter et à survivre dans ce monde. Souvent, des personnes qui ont le VIH subissent de la discrimination parce que leurs expériences et leurs vies sont représentées d'une manière qui porte à croire qu'elles ont mérité leur sort.

À titre de membre du conseil d'administration de la Société canadienne du sida et de coordonnateur du programme pour les pairs « Positive Youth Outreach » de l'AIDS Committee of Toronto, je travaille auprès d'une population très diversifiée de jeunes qui vivent avec le VIH/sida, au centre-ville de Toronto et à travers l'Ontario.

Les jeunes de 15 à 29 ans représentent 27% des cas de VIH déclarés au Canada – et parmi ce groupe, 38% sont des femmes. Les jeunes séropositifs sont confrontés à des défis uniques et ils sont souvent beaucoup plus vulnérables à la discrimination que les adultes qui vivent avec le VIH/sida.

Pour protéger un plus grand nombre de jeunes contre le VIH/sida, il faut agir dès maintenant. L'application des buts du Plan d'action du Réseau juridique fera en sorte que les personnes

vivant avec le VIH soient entendues et que leur précieuse contribution à la société soit reconnue. J'attire votre attention sur le but 13 : les jeunes et l'éducation. On y réclame des programmes scolaires qui intègrent de l'information sensible à la culture et sans préjugés, à propos de la sexualité et de l'orientation sexuelle, des activités sexuelles et des habiletés en matière de sécurisexe, du VIH/sida et des infections transmissibles sexuellement, de l'usage d'alcool et d'autres drogues et des moyens de réduire leurs méfaits potentiels, ainsi que des droits humains dans le contexte du VIH/sida.

L'enquête de 2002 du Conseil des ministres de l'Éducation, qui portait sur la santé sexuelle d'élèves de 7^e, 9^e et 11^e années, nous livre des faits révélateurs et parfois frappants. Ces jeunes ont moins de connaissances en matière de santé sexuelle et de sécurisexe que ceux qui avaient participé à la même étude, il y a 13 ans. Environ la moitié des élèves interviewés en 2002 croient, à tort, qu'il existe un remède contre le VIH. Les résultats de cette enquête devraient inciter à l'action. Notre système d'éducation échoue à fournir aux jeunes les moyens de se protéger. Les gouvernements n'ont pas encore donné suite aux conclusions de l'étude.

L'éducation sur le VIH/sida, sur la santé sexuelle et sur l'usage de drogue n'est pas uniforme, dans nos systèmes scolaires. Dans plusieurs écoles, les modèles fondés sur l'abstinence demeurent la norme. Les jeunes vulnérables ne sont pas outillés à négocier le sécurisexe. L'éducation axée sur l'abstinence est un exemple frappant de la projection de la moralité et des préjugés d'une génération sur une autre. Les jeunes ont besoin d'un accès à une information claire, facile à comprendre, et sans préjugés, à propos de la santé sexuelle, du test du VIH, des compétences de négociation, de la diversité, de l'orientation sexuelle et des modèles de réduction des méfaits. La connaissance bâtit la confiance; et les jeunes ont besoin d'une bonne estime de soi et de confiance en soi pour affirmer leur volonté de se protéger et de protéger les autres.

Les jeunes ne sont pas qu'un groupe cible pour la prévention; ils devraient être considérés comme des partenaires, dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action. Les jeunes ont besoin d'informations pertinentes à leur vécu. On devrait les traiter comme des partenaires égaux dans la conception des programmes.

Le but 13 du Plan d'action exhorte les gouvernements, les leaders communautaires et les autorités scolaires à des actions claires, concises et réalisables, afin de fournir aux jeunes les connaissances dont ils ont besoin pour prendre des décisions saines, se protéger, comprendre les faits liés au VIH/sida et manifester une plus grande compassion à l'égard de cette maladie complexe.

Darlène E. Palmer

CACTUS Montréal

Depuis neuf ans, j'ai le privilège de travailler au sein de l'équipe de CACTUS Montréal, un organisme qui offre comme service, entre autres, un programme d'échange de seringues au centre-ville de Montréal et dont le mandat est la prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS) auprès de populations marginalisées. À cette fin, nous offrons notamment le matériel pour l'injection et d'autres formes de consommation de substances ainsi que des condoms. Outre le matériel physique, nous éduquons par l'entremise d'informations qui leur sont pertinentes.

Ma vie depuis dix ans relève entre autres de mon expérience très intime dans cet univers de « drogués », de « junkies », de « putes », qui sont, avant tout, des êtres humains à part entière. En toute humilité, qui sommes-nous pour juger ou critiquer le mode de vie de quiconque. Il est de mon devoir aujourd'hui de donner une voix à la défense et au soutien du droit des personnes qui fréquentent CACTUS Montréal à prendre leur place dans une société qui est peu encline à les reconnaître comme citoyenEs.

Dans le cadre de ce travail, j'ai l'occasion de rencontrer quotidiennement des personnes qui vivent avec des conséquences permanentes de leur choix de vie. Moi, j'ai eu la grâce car malgré mon histoire de consommation parsemée de comportements à risques, je ne vis pas avec le VIH aujourd'hui. Mais nombreuses sont celles qui vivent avec des conséquences permanentes et irréversibles. Et dans le discours populaire, les campagnes d'information n'ont eu qu'un impact très limité sur la stigmatisation et la discrimination vécues par ces personnes. Avons-nous le droit de condamner ces personnes? Mais, voyons donc...

Il est temps de donner une voix aux populations marginalisées afin qu'elles ne soient plus invisibles. Il est de notre responsabilité collective de favoriser un environnement où l'appropriation du pouvoir d'agir des personnes marginalisées est possible, pour contrer, ne serait-ce qu'un peu, les inégalités sociales de notre société. Les droits que l'on prend pour acquis ne font pas l'unanimité. Discuter de défense de droits, chez les personnes qui fréquentent CACTUS Montréal, porte la présomption que la personne sache qu'elle A des droits. Voilà une idée novatrice!

Le respect engendre le respect. La hantise et le dédain auxquels sont confrontées les personnes que je rencontre stigmatisent davantage. La validation de leur vécu, de leurs sentiments, idées et croyances permet un regard nouveau sur leur histoire de vie et donne la possibilité de la prendre en charge.

Un travail continu doit se faire dès maintenant, à court et à moyen terme, afin d'influencer positivement la perception et la compréhension de cette population. Il est essentiel de proposer une vision des UDI qui soit créée et gérée par les UDI. Rien de moins!

À Montréal, par l'entremise d'un nouveau Projet de Lieu d'accueil et d'Implication Sociale auprès d'injecteurs et d'inhalateurs, nous espérons donner à ces personnes les moyens de faire connaître leurs préférences et leurs inquiétudes au public et aux décideurs. Il faut travailler de près avec les populations marginalisées afin qu'elles s'organisent pour revendiquer leurs droits.

Lorsque des personnes qui n'ont connu que très peu de sentiment de contrôle, dans leur vie, savourent les fruits de l'appropriation de ce pouvoir réel, cela engendre une réciprocité rarement éprouvée. À elles la parole, maintenant, pour établir les règles de jeu. Il est temps!

Serait-il possible de concevoir, pour les personnes marginalisées, des services qui soient réellement adaptés à leurs besoins? L'épidémie du VIH a entraîné la mise en place de programmes auprès des UDI. Mais, il reste encore beaucoup à faire.

Une définition de l'appropriation du pouvoir que je privilégie est « le processus conscient et réfléchi qui se véhicule au niveau d'une communauté spécifique, qui relève du respect, d'une réflexion critique et d'une participation active, à travers laquelle les personnes qui n'ont pas (ou pas assez) de ressources et d'outils peuvent accroître leur accessibilité aux services et un pouvoir dans l'utilisation de ces outils. » Quel est notre rôle dans tout ça? À chacune, à chacun d'y réfléchir...

En terminant, je vous invite à un moment de silence, pour penser à une femme qui a participé avec énormément d'enthousiasme aux focus groupes pour discuter du plan d'action que nous rendons public aujourd'hui. Guylaine, après plusieurs années à combattre le VIH, est décédée cet automne des suites de cette maladie, le VIH/sida ... qui tue encore et toujours....

Merci de votre attention.

UN PLAN POUR LE CANADA AFIN DE RÉDUIRE LE STIGMATE ET LA DISCRIMINATION LIÉS AU VIH/SIDA

NOTES BIOGRAPHIQUES

Glenn Betteridge

Glenn s'est joint au Réseau juridique en février 2003. Glenn nous vient de la HIV & AIDS Legal Clinic de l'Ontario (HALCO), où il a occupé la fonction d'avocat et directeur juridique intérimaire. Chez HALCO, Glenn a représenté des personnes vivant avec le VIH/sida et qui ont un faible revenu, dans des dossiers touchant au logement, au soutien du revenu, à l'assurance invalidité ainsi qu'aux droits de la personne. Il a aussi travaillé auprès de détenus de ressort fédéral et provincial et fourni des conseils à des organismes de lutte contre le sida. Son implication dans la lutte contre le VIH/sida a débuté à Montréal alors qu'il était membre du groupe militant ACT UP à la fin des années 1980. Durant ses études en droit, il a fait un stage d'été pendant lequel il a travaillé pour Ralf Jürgens, comme chercheur en matière de VIH/sida en prison, dans le cadre de la préparation du rapport final du Comité d'experts sur le sida et les prisons (CESP). Glenn a fait des baccalauréats en droit et en droit civil à l'Université McGill et il est membre du barreau de l'Ontario.

Janice Dayle

Janice Dayle, une femme qui vit avec le VIH/sida, est à 49 ans la mère de six enfants et la grand-mère de huit. Elle a reçu un diagnostic de séropositivité au VIH en 1994, après le décès de son mari. Artiste doublée de talents en communications ainsi qu'en arts de la scène, Janice a décidé en 1999 de se libérer du stigmaté intériorisé qui la consommait depuis le décès de son mari : dès lors, elle a décidé de militer pour des changements aux réactions et politiques liées au VIH/sida. Elle a siégé au conseil d'administration d'un organisme de services aux femmes, en matière de sida, le Centre d'action sida Montréal (CASM). Elle est la représentante du Québec au sein du conseil d'administration du chapitre nord-américain du Réseau mondial des personnes vivant avec le VIH/sida (GNP+). Elle est également membre du conseil d'administration et des équipes de bénévoles d'organismes montréalais de lutte contre le sida, Sida bénévoles Montréal (ACCM) et le Centre de Ressources et d'interventions en Santé et Sexualité (CRISS). Par ailleurs correspondante auprès du Health and Development Network, Janice contribue à la dissémination d'information propice à améliorer la sensibilisation aux questions liées au VIH/sida. Elle a repris ses études en enseignements au primaire, à l'Université McGill, en vue de s'impliquer davantage dans l'éducation et la sensibilisation liées au VIH/sida. Elle est également active à titre de membre de la McGill Global AIDS Coalition.

Alex McLelland

- Coordonnateur du programme pour les pairs « Positive Youth Outreach » de l'AIDS Committee of Toronto
- Membre du conseil d'administration de la Société canadienne du sida

Darlène Palmer

Darlène Palmer est intervenante communautaire depuis 1995 chez CACTUS, un organisme de réduction des méfaits qui gère un comptoir d'échange de seringues et offre du soutien aux travailleurs du sexe à Montréal. Depuis 1996, elle coordonne le Réseau SurvUDI Montréal, une étude québécoise sur le VIH/sida et les utilisateurs de drogue par injection. De 1995 à 1998, elle a travaillé chez Stella, un centre de ressources sans rendez-vous pour travailleuses du sexe à Montréal, dont elle a siégé au conseil d'administration de 1995 à 1999.

En tant que toxicomane en rétablissement depuis 9 ans et travailleuse du sexe de longue date, Darlène a partagé son expérience et son expertise lors de conférences sur la réduction des méfaits et sur la recherche sur le VIH, au Canada et dans le monde. Elle participe au comité de Santé Canada sur les lieux sécuritaires pour l'injection (LSI), en plus d'être co-auteure d'un rapport sur la faisabilité des LSI à Montréal (un travail qui a impliqué une recherche communautaire auprès de 250 utilisateurs de drogue par injection). Darlène s'implique dans le « North American Opiate Medication Initiative » (NAOMI), futur projet pilote à Montréal, et elle siège au conseil d'administration de Méta d'Âme, un centre de jour et de ressources pour les utilisateurs de drogue actuels et en rétablissement. Elle est également membre du comité consultatif du projet sur la stigmatisation et la discrimination, au Réseau juridique. En 2003, Darlène a été nommée « femme de l'année » par le magazine Chatelaine, pour sa résilience et pour son dévouement à l'amélioration de la qualité de vie des utilisateurs de drogue par injection.



Stigma and discrimination are fuelling the HIV/AIDS epidemic in Canada

Truro, Nova Scotia, January 26, 2005 – Reducing the stigma and discrimination related to HIV is the key to reducing the worst effects of the epidemic in Canada, the Canadian HIV/AIDS Legal Network said today at the national launch of their Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-Related Stigma and Discrimination.

“Federal and provincial governments in Canada have a legal obligation to ensure that the rights of people living with and vulnerable to HIV/AIDS are respected,” said Glenn Betteridge, Senior Policy Analyst at the Legal Network. “If they do not fulfill this obligation, they are allowing the stigma and discrimination related to HIV to continue to worsen the impact of AIDS in Canada.”

The national campaign to implement this Plan of Action includes a 160-page report, an easy-to-read booklet, and an advocacy postcard, which calls on Prime Minister Paul Martin to implement the Plan. The 18 goals of the Plan, each with concrete action points, include:

- Improving participation of people living with HIV/AIDS and those vulnerable to the disease in all phases of planning and delivering HIV/AIDS programs and services;
- Investing significant resources in changing public attitudes toward HIV/AIDS, including better engagement of mass media;
- Ensuring that essential support services for people living with HIV/AIDS are well funded and well targeted;
- Improving awareness of human rights and mechanisms of redress when human rights are violated.

The plan of action was developed through a process of research, advice, and consultation with people living with and vulnerable to HIV from across Canada.

In spite of all that is known about the science of HIV/AIDS and about combating the epidemic, people living with HIV/AIDS still face stigmatization and discrimination every day. This keeps people living with HIV/AIDS out of the workforce and on the margins of society. Stigmatization and discrimination also prevents people living with HIV/AIDS from getting the health care and other services they need to stay healthy. Stigma and discrimination have their roots in misperceptions and under-information in the public mind, which also need to be addressed.

People living with HIV/AIDS are not the only ones who suffer from stigma and discrimination. Groups of people linked with HIV/AIDS in the public mind - like intravenous drug users, gay men, sex workers, and people who come from countries where HIV/AIDS is widespread – also face stigma and discrimination. This stigma and discrimination stands in the way of people protecting themselves from being infected with HIV. It also prevents people from coming forward to get tested for HIV.

Governments at federal, provincial, and municipal levels need to ensure that they are meeting their obligations under human rights law. The Plan of Action for Canada is a model for the actions that should be taken to meet these obligations.

The Plan of Action is available at www.aidslaw.ca, and copies can be ordered from the Canadian HIV/AIDS Information Centre at aidssida@cpha.ca or 1-877-999-7740.

A Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-Related Stigma and Discrimination has been endorsed by these national organizations: the Canadian AIDS Society, the Canadian Association of Nurses in AIDS Care, the Canadian HIV/AIDS Information Centre, the Canadian Labour Congress, the Canadian Rainbow Health Coalition, the Canadian Working Group on HIV and Rehabilitation, and the United Church of Canada.

– 30 –

***The Northern AIDS Connection Society** is a community based HIV non-profit organization based in Truro but serving the whole northern region of Nova Scotia. Its mandate is to provide HIV education and to try to reduce the spread of HIV in the northern area.*

***The Canadian HIV/AIDS Legal Network** (www.aidslaw.ca) is a national non-governmental organization dedicated to promoting laws and policies that respect and protect the human rights of people living with, and vulnerable to, HIV/AIDS.*



Le stigmatisme et la discrimination alimentent l'épidémie du VIH/sida au Canada

Montréal, 26 janvier 2005 – La réduction du stigmatisme et de la discrimination liés au VIH/sida est primordiale pour contrer les pires effets de l'épidémie au Canada, a affirmé aujourd'hui le Réseau juridique canadien VIH/sida à l'occasion du lancement national de son *Plan pour le Canada afin de réduire le stigmatisme et la discrimination liés au VIH/sida*.

« Les gouvernements fédéral et provinciaux, au Canada, ont une obligation légale d'assurer le respect des droits des personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables au VIH, a souligné Glenn Betteridge, analyste principal des politiques au Réseau juridique. Tout échec à remplir cette obligation contribue à ce que le stigmatisme et la discrimination liés au VIH/sida continuent d'exacerber l'impact de l'épidémie au Canada. »

La campagne nationale pour la mise en œuvre de ce Plan d'action comprend un rapport de 160 pages, un livret facile à lire et une carte postale exhortant le premier ministre Paul Martin à appliquer le Plan. Les 18 buts énoncés dans le Plan (et accompagnés d'actions concrètes) incluent :

- Accroître la participation des personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables au VIH à toutes les étapes de la planification et de la fourniture des programmes et services liés au VIH/sida;
- Investir d'importantes ressources dans la modification des attitudes publiques à l'égard du VIH/sida et rehausser l'implication des médias de masse;
- S'assurer que les services essentiels de soutien aux personnes vivant avec le VIH/sida sont adéquatement financés et ciblés;
- Rehausser la sensibilisation aux droits de la personne et aux mécanismes de redressement en cas de violation.

Le Plan a été élaboré par le biais de recherches ainsi que d'une démarche de consultation auprès de personnes qui vivent avec le VIH/sida ou qui y sont vulnérables, aux quatre coins du pays.

En dépit des progrès de la science du VIH et de la lutte contre l'épidémie, des personnes qui vivent avec le VIH/sida continuent de se heurter quotidiennement à la stigmatisation et la

discrimination. Cela les exclut du marché du travail, voire de la société. La stigmatisation et la discrimination empêchent aussi ces personnes d'obtenir les soins et services dont elles ont besoin pour demeurer en santé. Ces phénomènes sont enracinés dans des perceptions erronées et un manque d'information, parmi le public – d'autres problèmes auxquels il faut s'attaquer.

La Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-Sida) lutte, avec tous ses membres, contre la stigmatisation et la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH-Sida. «Nous saisissons fréquemment la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse pour qu'elle enquête sur certains cas de discrimination au Québec. Tout en travaillant en amont pour changer les mentalités, nous allons continuer notre travail de dénonciation pour que cesse les atteintes aux droits fondamentaux des personnes vivant avec le VIH-Sida. Le Plan d'action est un outil qui nous aidera dans ce travail de plaidoyer.» déclare Ken Monteith, président de la COCQ-Sida.

Les personnes qui vivent avec le VIH/sida ne sont pas les seules à être affectées par la stigmatisation et la discrimination. Certaines populations associées au VIH/sida dans l'esprit du public, comme les utilisateurs de drogue par injection, les hommes gais, les travailleurs sexuels et les personnes originaires de pays où le VIH/sida est endémique, en sont aussi la cible. La stigmatisation et la discrimination empêchent des gens de se protéger contre l'infection à VIH; et elles les découragent de demander un test du VIH.

Les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux doivent veiller à respecter leurs obligations en vertu des lois sur les droits de la personne. Le Plan d'action propose des actions modèles à entreprendre à cette fin.

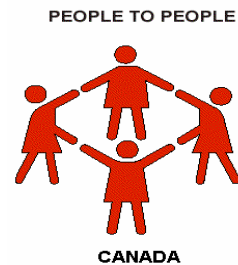
Le Plan d'action est téléchargeable via www.aidslaw.ca et peut être commandé en imprimé auprès du Centre canadien d'information sur le VIH/sida à aidssida@cpha.ca ou au 1-877-999-7740.

Le Plan pour le Canada afin de réduire le stigmate et la discrimination liés au VIH/sida a reçu l'appui officiel de la Société canadienne du sida, du Réseau canadien autochtone du sida, de l'Association canadienne des infirmières et infirmiers en sidologie, et de l'Église unie du Canada.

– 30 –

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) est un organisme non gouvernemental national voué à la promotion de lois et politiques qui respectent et protègent les droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida et vulnérables.

La **COCQ-sida** (www.cocqsida.com) regroupe les organismes communautaires québécois impliqués dans la lutte contre le sida en coalition, afin de favoriser l'émergence et le soutien une action concertée. Sa vocation est de susciter, soutenir et consolider l'action communautaire face à la lutte contre le sida sur le territoire québécois.



Stigma and discrimination are fuelling the HIV/AIDS epidemic in Canada

Toronto, January 26, 2005 – Reducing the stigma and discrimination related to HIV is the key to reducing the worst effects of the epidemic in Canada, the Canadian HIV/AIDS Legal Network said today at the national launch of their Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-Related Stigma and Discrimination.

“Federal and provincial governments in Canada have a legal obligation to ensure that the rights of people living with and vulnerable to HIV/AIDS are respected,” said Glenn Betteridge, Senior Policy Analyst at the Legal Network. “If they do not fulfill this obligation, they are allowing the stigma and discrimination related to HIV to continue to worsen the impact of AIDS in Canada.”

The national campaign to implement this Plan of Action includes a 160-page report, an easy-to-read booklet, and an advocacy postcard, which calls on Prime Minister Paul Martin to implement the Plan. The 18 goals of the Plan, each with concrete action points, include:

- Improving participation of people living with HIV/AIDS and those vulnerable to the disease in all phases of planning and delivering HIV/AIDS programs and services;
- Investing significant resources in changing public attitudes toward HIV/AIDS, including better engagement of mass media;
- Ensuring that essential support services for people living with HIV/AIDS are well funded and well targeted;
- Improving awareness of human rights and mechanisms of redress when human rights are violated.

The plan of action was developed through a process of research, advice, and consultation with people living with and vulnerable to HIV from across Canada.

In spite of all that is known about the science of HIV/AIDS and about combating the epidemic, people living with HIV/AIDS still face stigmatization and discrimination every day. This keeps people living with HIV/AIDS out of the workforce and on the margins of society. Stigmatization and discrimination also prevents people living with HIV/AIDS from getting the health care and other services they need to stay healthy. Stigma and discrimination have their roots in misperceptions and under-information in the public mind, which also need to be addressed.

People living with HIV/AIDS are not the only ones who suffer from stigma and discrimination. Groups of people linked with HIV/AIDS in the public mind - like intravenous drug users, gay men, sex workers, and people who come from countries where HIV/AIDS is widespread – also face stigma and discrimination. This stigma and discrimination stands in the way of people protecting themselves from being infected with HIV. It also prevents people from coming forward to get tested for HIV.

Governments at federal, provincial, and municipal levels need to ensure that they are meeting their obligations under human rights law. The Plan of Action for Canada is a model for the actions that should be taken to meet these obligations.

The Plan of Action is available at www.aidslaw.ca, and copies can be ordered from the Canadian HIV/AIDS Information Centre at aidssida@cpha.ca or 1-877-999-7740.

A Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-Related Stigma and Discrimination has been endorsed by these national organizations: the Canadian AIDS Society, the Canadian Association of Nurses in AIDS Care, the Canadian HIV/AIDS Information Centre, the Canadian Labour Congress, the Canadian Rainbow Health Coalition, the Canadian Working Group on HIV and Rehabilitation, and the United Church of Canada.

– 30 –

***The Canadian HIV/AIDS Legal Network** (www.aidslaw.ca) is a national non-governmental organization dedicated to promoting laws and policies that respect and protect the human rights of people living with, and vulnerable to, HIV/AIDS.*

***People to People** is a non-profit charitable organization founded in 1999 as a response to the HIV/AIDS pandemic. P2P conducts awareness/prevention campaign among the Ethiopian community in the Greater Toronto Area, organizes conferences and workshops, mobilizes youth to play an active role in the fight against HIV/AIDS, and assists HIV/AIDS orphans in Ethiopia. P2P currently supports 96 HIV/AIDS orphans and encourages individual and group sponsorship.*



Stigma and discrimination are fuelling the HIV/AIDS epidemic in Canada

Winnipeg, MB, January 26, 2005 – Reducing the stigma and discrimination related to HIV is the key to reducing the worst effects of the epidemic in Canada, the Canadian HIV/AIDS Legal Network said today at the national launch of their Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-Related Stigma and Discrimination.

“Federal and provincial governments in Canada have a legal obligation to ensure that the rights of people living with and vulnerable to HIV/AIDS are respected,” said Glenn Betteridge, Senior Policy Analyst at the Legal Network. “If they do not fulfill this obligation, they are allowing the stigma and discrimination related to HIV to continue to worsen the impact of AIDS in Canada.”

The national campaign to implement this Plan of Action includes a 160-page report, an easy-to-read booklet, and an advocacy postcard, which calls on Prime Minister Paul Martin and all levels of government to implement the Plan. The 18 goals of the Plan, each with concrete action points, include:

- Improving participation of people living with HIV/AIDS and those vulnerable to the disease in all phases of planning and delivering HIV/AIDS programs and services;
- Investing significant resources in changing public attitudes toward HIV/AIDS, including better engagement of mass media;
- Ensuring that essential support services for people living with HIV/AIDS are well funded and well targeted;
- Improving awareness of human rights and mechanisms of redress when human rights are violated.

The plan of action was developed through a process of research, advice, and consultation with people living with and vulnerable to HIV from across Canada.

In spite of all that is known about the science of HIV/AIDS and about combating the epidemic, people living with HIV/AIDS still face stigmatization and discrimination every day. This keeps people living with HIV/AIDS out of the workforce and on the margins of society. Stigmatization and discrimination also prevents people living with HIV/AIDS from getting the health care and other services they need to stay healthy. Stigma and discrimination have their roots in misperceptions and under-information in the public mind, which also need to be addressed.

People living with HIV/AIDS are not the only ones who suffer from stigma and discrimination. Groups of people linked with HIV/AIDS in the public mind - like intravenous drug users, gay men, sex workers, and people who come from countries where HIV/AIDS is widespread – also face stigma and discrimination. This stigma and discrimination stands in the way of people protecting themselves from being infected with HIV. It also prevents people from coming forward to get tested for HIV.

Stigma and discrimination related to HIV/AIDS are nothing new, but to new Canadians settling in Manitoba, it is anything but a fresh start. With Manitoba increasing immigration levels to 10,000 people annually and few resources respectively to address the specific needs of refugees living with HIV, prejudice

has a substantial impact. Issues of isolation within cultural communities, language barriers, lack of cultural sensitivity, fear of disclosure, lack of accessible health care, myths of HIV, and lack of appropriate housing are magnified for people new to Canada.

Aboriginal communities face similar issues and comprise an increasingly large number of people newly infected with HIV/AIDS in Manitoba every year. “The more we don’t talk about HIV within our own communities, the larger the elephant in the room becomes,” reflects Liz Lagartera Manning, Advocate at Nine Circles Community Health Centre. “Manitoba has never had a significant media campaign on HIV/AIDS.” In 2003, new HIV positive infections by increased 58% from 2002 numbers. Women made up 0% of the new cases in 1985 and 38% in 2003. “In Manitoba, Winnipeg is the destination of most off reserve Aboriginal people, refugees, and people from rural Manitoba, therefore government policies – provincial and municipal – that will expedite literacy, training, career placement and participation in the main stream of these groups are needed to prevent their marginalization and the attendant stigma and discrimination that accompanies this situation. HIV infection is just one more knock against them.”

Governments at federal, provincial, and municipal levels need to ensure that they are meeting their obligations under human rights law. The Plan of Action for Canada is a model for the actions that should be taken to meet these obligations.

The Plan of Action is available at www.aidslaw.ca, and copies can be ordered from the Canadian HIV/AIDS Information Centre at aidssida@cpha.ca or 1-877-999-7740.

A Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-Related Stigma and Discrimination has been endorsed by these national organizations: the Canadian AIDS Society, the Canadian Association of Nurses in AIDS Care, Canadian Rainbow Health Coalition, and the United Church of Canada.

The Canadian HIV/AIDS Legal Network (www.aidslaw.ca) is a national non-governmental organization dedicated to promoting laws and policies that respect and protect the human rights of people living with, and vulnerable to, HIV/AIDS.

The **Manitoba Interfaith Immigration Council Inc. (MIIC)** (www.miic.ca) is a voluntary association of faith communities and individual Manitobans that, through personal expressions of faith commitment, exists to welcome and extend hospitality to all refugees/immigrants and to serve them as brothers and sisters. MIIC, through **Welcome Place**, assists newcomers to Canada in the resettling and integration process; keeps abreast of world developments to be sensitive and alert to the needs of refugees & other newcomers to Canada; serves the immediate and long-term needs of refugees.

Nine Circles Community Health Centre (NCCHC) (www.ninecircles.ca) is a community-based, multifaceted, primary health care centre that provides advocacy, care, treatment and support for people living with HIV/AIDS, those at-risk for HIV/AIDS, as well as Gay, Lesbian, Bi-sexual, Transgender and Two-Spirited persons; and is committed to the prevention of HIV and STI (Sexually Transmitted Infections) by means of education, research and up-to-date information and treatment.

Sexuality Education Resource Centre (SERC) (www.serc.mb.ca) acts as advocate, educator and facilitator on issues related to sexuality and reproductive health. As a community-based, non-profit agency, SERC’s services and programs are designed to respond to community needs and issues. We work closely with advisory committees from numerous communities, including the aboriginal, the deaf, immigrant/refugee and rural communities, to help ensure that our response is culturally appropriate.



Stigma and discrimination are fuelling the HIV/AIDS epidemic in Canada

CALGARY, ALBERTA, January 26, 2005 – Reducing the stigma and discrimination related to HIV is the key to reducing the worst effects of the epidemic in Canada, the Canadian HIV/AIDS Legal Network said today at the national launch of their Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-Related Stigma and Discrimination.

“Federal and provincial governments in Canada have a legal obligation to ensure that the rights of people living with and vulnerable to HIV/AIDS are respected,” said Glenn Betteridge, Senior Policy Analyst at the Legal Network. “If they do not fulfill this obligation, they are allowing the stigma and discrimination related to HIV to continue to worsen the impact of AIDS in Canada.”

The national campaign to implement this Plan of Action includes a 160-page report, an easy-to-read booklet, and an advocacy postcard, which calls on Prime Minister Paul Martin to implement the Plan. The 18 goals of the Plan, each with concrete action points, include:

- Improving participation of people living with HIV/AIDS and those vulnerable to the disease in all phases of planning and delivering HIV/AIDS programs and services;
- Investing significant resources in changing public attitudes toward HIV/AIDS, including better engagement of mass media;
- Ensuring that essential support services for people living with HIV/AIDS are well funded and well targeted;
- Improving awareness of human rights and mechanisms of redress when human rights are violated.

The plan of action was developed through a process of research, advice, and consultation with people living with and vulnerable to HIV from across Canada.

In spite of all that is known about the science of HIV/AIDS and about combating the epidemic, people living with HIV/AIDS still face stigmatization and discrimination every day. This keeps people living with HIV/AIDS out of the workforce and on the margins of society. Stigmatization and discrimination also prevents people living with HIV/AIDS from getting the health care and other services they need to stay healthy. Stigma and discrimination have their roots in misperceptions and under-information in the public mind, which also need to be addressed.

People living with HIV/AIDS are not the only ones who suffer from stigma and discrimination Lisa Elford, Coordinator of AIDS Calgary's Equality Project said, "Groups of people linked with HIV/AIDS in the public mind - like intravenous drug users, gay men, sex workers, and people who come from countries where HIV/AIDS is widespread – also face stigma and discrimination". Elford continued "This stigma and discrimination stands in the way of people protecting themselves from being infected with HIV. It also prevents people from coming forward to get tested for HIV."

Le-Ann Dolan, Board Member of the Canadian HIV/AIDS Legal Network added, "Governments at federal, provincial, and municipal levels need to ensure that they are meeting their obligations under human rights law. The Plan of Action for Canada is a model for the actions that should be taken to meet these obligations".

The Plan of Action is available at www.aidslaw.ca, and copies can be ordered from the Canadian HIV/AIDS Information Centre at aidssida@cpha.ca or 1-877-999-7740.

A Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-Related Stigma and Discrimination has been endorsed by these national organizations: the Canadian AIDS Society, the Canadian Association of Nurses in AIDS Care, the Canadian HIV/AIDS Information Centre, the Canadian Labour Congress, the Canadian Rainbow Health Coalition, the Canadian Working Group on HIV and Rehabilitation, and the United Church of Canada.

– 30 –

The Canadian HIV/AIDS Legal Network (www.aidslaw.ca) is a national non-governmental organization dedicated to promoting laws and policies that respect and protect the human rights of people living with, and vulnerable to, HIV/AIDS.

AIDS Calgary Awareness Association (www.aidscalgary.org) is a local non-profit AIDS Service Organization that offers support services to individuals who are infected or affected by HIV/AIDS and provides prevention and education throughout the Calgary region. AIDS Calgary's mission is to reduce the harm associated with HIV and AIDS for all individuals and communities in the Calgary region.



Stigma and discrimination are fuelling the HIV/AIDS epidemic in Canada

Vancouver, January 26, 2005 – Reducing the stigma and discrimination related to HIV is the key to reducing the worst effects of the epidemic in Canada, the Canadian HIV/AIDS Legal Network said today at the national launch of their Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-Related Stigma and Discrimination.

“Federal and provincial governments in Canada have a legal obligation to ensure that the rights of people living with and vulnerable to HIV/AIDS are respected,” said Glenn Betteridge, Senior Policy Analyst at the Legal Network. “If they do not fulfill this obligation, they are allowing the stigma and discrimination related to HIV to continue to worsen the impact of AIDS in Canada.”

The national campaign to implement this Plan of Action includes a 160-page report, an easy-to-read booklet, and an advocacy postcard, which calls on Prime Minister Paul Martin to implement the Plan. The 18 goals of the Plan, each with concrete action points, include:

- Improving participation of people living with HIV/AIDS and those vulnerable to the disease in all phases of planning and delivering HIV/AIDS programs and services;
- Investing significant resources in changing public attitudes toward HIV/AIDS, including better engagement of mass media;
- Ensuring that essential support services for people living with HIV/AIDS are well funded and well targeted;
- Improving awareness of human rights and mechanisms of redress when human rights are violated.

The plan of action was developed through a process of research, advice, and consultation with people living with and vulnerable to HIV from across Canada.

In spite of all that is known about the science of HIV/AIDS and about combating the epidemic, people living with HIV/AIDS still face stigmatization and discrimination every day. This keeps people living with HIV/AIDS out of the workforce and on the margins of society. Stigmatization and discrimination also prevents people living with HIV/AIDS from getting the health care and other services they need to stay healthy. Stigma and discrimination have their roots in misperceptions and under-information in the public mind, which also need to be addressed.

People living with HIV/AIDS are not the only ones who suffer from stigma and discrimination. Groups of people linked with HIV/AIDS in the public mind - like intravenous drug users, gay men, sex workers, and people who come from countries where HIV/AIDS is widespread – also face stigma and discrimination. This stigma and discrimination stands in the way of people protecting themselves from being infected with HIV. It also prevents people from coming forward to get tested for HIV.

Governments at federal, provincial, and municipal levels need to ensure that they are meeting their obligations under human rights law. The Plan of Action for Canada is a model for the actions that should be taken to meet these obligations.

The Plan of Action is available at www.aidslaw.ca, and copies can be ordered from the Canadian HIV/AIDS Information Centre at aidssida@cpha.ca or 1-877-999-7740.

A Plan of Action for Canada to Reduce HIV/AIDS-Related Stigma and Discrimination has been endorsed by these national organizations: the Canadian AIDS Society, the Canadian Association of Nurses in AIDS Care, the Canadian HIV/AIDS Information Centre, the Canadian Labour Congress, the Canadian Rainbow Health Coalition, the Canadian Working Group on HIV and Rehabilitation, and the United Church of Canada.

– 30 –

YouthCO is a youth-driven, non-profit organization working with youth aged 15-29 throughout BC in addressing HIV/AIDS, Hepatitis C and related issues. Our peer-based education initiatives and support services work to address the underlying factors that make youth vulnerable to HIV/AIDS and Hepatitis C, as well as to assist youth in their efforts to make well-informed and safer sexual health and substance use decisions. We provide harm reduction resources, prevention education, volunteer opportunities, outreach, advocacy and support to our peers.

The Canadian HIV/AIDS Legal Network (www.aidslaw.ca) is a national non-governmental organization dedicated to promoting laws and policies that respect and protect the human rights of people living with, and vulnerable to, HIV/AIDS.
